



HAL
open science

L'argent : un objet sociologique toujours plus légitime

Damien de Blic, Jeanne Lazarus

► **To cite this version:**

Damien de Blic, Jeanne Lazarus. L'argent : un objet sociologique toujours plus légitime. SociologieS, 2022, Grands résumés, 10.4000/sociologies.19005 . hal-03819628

HAL Id: hal-03819628

<https://sciencespo.hal.science/hal-03819628>

Submitted on 6 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'argent : un objet sociologique toujours plus légitime

Grand résumé de l'ouvrage *Sociologie de l'argent*, Paris, Éditions La Découverte, 2^e édition, 2021

Damien de Blic, CRESPPA - CNRS

Jeanne Lazarus, Sciences Po, Centre de sociologie des organisations (CSO), CNRS, Paris, France

In : SociologieS, Grands résumés, mis en ligne le 25 mai 2022

DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.19005>

Dès sa fondation, la sociologie s'est intéressée à l'argent, affirmant que la monnaie était un objet qui ne devait pas être réservé aux économistes, tant ses dimensions sociales excédaient ses strictes fonctions de médium des échanges de biens et de services, comme l'écrivait par exemple François Simiand en 1934 dans un texte polémique. Pourtant, l'affirmation précoce de la socialité de l'argent, voire de son statut d'opérateur central de reconfiguration des liens humains dans la modernité, n'ont pas donné lieu à la constitution d'un champ de recherche bien établi. Ainsi, lorsque nous avons publié notre premier ouvrage de synthèse sur la *Sociologie de l'argent* en 2007, l'existence d'un tel domaine de recherche n'avait rien d'évident et le syntagme constituait une nouveauté. Certes des travaux importants, comme ceux de Viviana Zelizer, sont venus ponctuellement réaffirmer la fécondité et la légitimité d'un regard sociologique sur l'argent, et ranimer le dialogue avec certains « pères fondateurs » comme Georg Simmel (Simmel, 2014 ; Zelizer, 1994). L'argent pouvait cependant continuer d'apparaître, au début du vingtième et unième siècle, comme un objet encore relativement marginal parmi les multiples terrains explorés par la sociologie. Avec ce premier ouvrage, il s'agissait tout à la fois de remettre à l'honneur les travaux passés, de rendre compte des recherches en cours, de réaffirmer l'importance de l'objet et de manifester l'urgence d'en faire un objet plus systématique d'investigation.

Or, quinze ans plus tard, la situation se présente sous un jour bien différent : que l'argent figure comme un objet sociologique à part entière semble aller de soi. Les centaines de travaux et de textes publiés entre le milieu des années 2000 et le début des années 2020 l'expriment ; et justifiaient une refonte de l'ouvrage de 2007. Que s'est-il passé ? Deux grands sujets ont attiré l'attention depuis : la crise financière de 2008 et la mise en évidence des inégalités monétaires. Toutefois, comprendre cet intérêt renouvelé pour l'argent dans ses dimensions sociales suppose de comprendre comment il était abordé jusque-là par la sociologie : nous le rappellerons d'abord, afin de mieux faire ressortir, dans un second temps les conditions d'une pensée renouvelée de l'argent dans la sociologie, sous l'effet d'événements ayant affecté le monde social, à un niveau mondial, comme d'investissements nouveaux, liés à l'évaluation de lacunes antérieures, au sein de la discipline sociologique.

L'argent au cœur de l'interrogation sociologique

Affirmer l'existence d'une « sociologie de l'argent » au début des années 2000 ne consistait pas seulement à revendiquer un champ de recherche encore à construire : il s'agissait de rappeler que l'argent avait depuis longtemps figuré au cœur des interrogations les plus fondamentales de la sociologie. Si la sociologie comme science humaine et sociale naît avec le désir d'élucider les fondements et les tendances profondes de la modernité issue de la double révolution politique et industriel et dont les traits commencent à s'affirmer dès le dix-neuvième siècle (Nisbet, 2012), il est apparu rapidement que l'argent avait contribué de façon essentielle à cet avènement. On peut rappeler tout d'abord, que l'argent est au cœur de la démonstration weberienne des conditions de l'avènement de la modernité capitaliste. C'est un changement dans la valeur attribuée à l'argent et à la valorisation monétaire qui a rendu possible l'activité ayant provoqué l'essor du capitalisme. Max Weber qualifie cette condition de dévitalisation d'une mentalité « antichrématisique », du nom de la chrématistique aristotélicienne, cette science de la monnaie ayant nourri la pensée et l'éthique occidentale dans le sens d'une dépréciation morale de l'argent dès lors qu'il tend à excéder son strict rôle de facilitateur des échanges (Weber, 2004). Une dépréciation rendait difficilement possible toute forme d'accumulation et donc de constitution de capital. La thèse de Weber selon laquelle la rupture de la suspicion traditionnelle à l'égard de l'argent fut une condition nécessaire au développement du capitalisme pointait ainsi plus généralement vers la façon dont l'encadrement social des rapports à l'argent pouvait rendre intelligible l'orientation de telle ou telle société. Elle confirmait aussi le schéma principiel dégagé par Karl Marx, à savoir la substitution d'un moteur socio-économique orienté vers l'accumulation d'argent (A-M-A') à un moteur antérieur fondé sur la recherche de marchandise et de biens concrets (M-A-M') (Marx, 1993).

En faisant de l'argent et des valeurs lui étant attachées un objet susceptible de reconfigurer en profondeur la dynamique d'une société, il devenait difficile de le cantonner aux fonctions que lui attribuait l'économie libérale et il méritait plus que jamais que des réflexions systématiques lui soient consacrées. C'est à cette tâche que s'emploie tout particulièrement Simmel, lorsque, développant un premier article publié en 1896, il publie en 1900 sa *Geldphilosophie* ou *Philosophie de l'argent*, monumentale enquête destinée à dégager la part propre de la monétarisation dans la constitution de la modernité, jusqu'à lui donner le statut de tendance constitutive. La monétarisation c'est d'abord le passage observable empiriquement d'une société dans laquelle l'argent est rare et où l'existence matérielle est surtout fondée sur l'autoconsommation, à une société dans laquelle l'argent est une condition indispensable à la vie humaine. La monétarisation est profondément associée à la division du travail et à l'urbanisation de l'autre : dans des sociétés à dominante rurale, où le ménage consomme l'essentiel de ce qu'il produit, les biens produits sur la terre exploitée par exemple, il est possible de se passer d'argent. Dans une société où chaque travailleur occupe une tâche parcellaire au sein du processus de production, il n'est plus question d'autoconsommation et l'ensemble des biens nécessaires à la reproduction de la vie doivent

être achetés : il faut donc disposer de l'argent nécessaire. La monétarisation apparaît donc tout à la fois comme la condition et comme la conséquence de la transformation des modes de production qui s'accélère depuis le début du dix-neuvième siècle. Mais en quoi ce phénomène intéresse-t-il la sociologie ?

C'est qu'en devant une condition de la vie des agents sociaux, l'argent participe de l'avènement d'une figure centrale de la modernité, à savoir l'individu souverain. Mieux, il le fait exister concrètement. L'argent s'affranchit progressivement de ses qualités concrètes (qu'il pouvait revêtir sous forme d'or ou de métal-argent par exemple) et passe du statut d'« argent-substance » à celui d'« argent-signe ». L'argent dispose ainsi du pouvoir d'extraire les relations sociales de leurs contextes locaux d'interaction puis de les restructurer dans des champs spatio-temporels indéfinis. Il circule sans tenir compte des caractéristiques des individus ou groupes et, dès lors que son usage se généralise ou devient obligatoire, il tend à transformer l'ensemble des dépendances personnelles en dépendance « chosales ». Cette propriété de l'argent explique par exemple que les paysans préfèrent payer l'impôt seigneurial en monnaie plutôt qu'en nature ou encore que certaines jeunes femmes choisissent un emploi salarié en usine plutôt qu'un travail de domestique pour des patrons chez qui « elles sont peut-être mieux loties matériellement, mais se sentent moins libres, étant soumises à la subjectivité des personnes ». Il existe donc un pouvoir *désaliénant* des relations monétaires, en particulier quand celles-ci concernent des individus inégaux en termes de pouvoir. C'est *parce* qu'il est étranger à l'individu que l'argent libère dans une certaine mesure ce dernier : « objet économique étranger entre tous à la personnalité », il est le seul à pouvoir séparer véritablement la personnalité du produit et permettre le « divorce entre l'être et l'avoir »

La monétarisation stimule ainsi le processus d'individualisation en libérant des liens personnels contraignants des sociétés prémodernes. Elle permet à l'individu d'échapper aux petits groupes homogènes où sa liberté est fortement restreinte et aux prestations obligatoires qui y sont la norme. Cette réflexion sera poursuivie des décennies plus tard par un auteur comme Talcott Parsons qui observe lui aussi que la dépersonnalisation qu'autorise la transaction monétaire ouvre de nouvelles libertés (Parsons, 1967). Pour ce dernier, l'anonymisation de la transaction confère au possesseur d'argent la liberté d'acheter ce qu'il veut, de qui il veut, quand il veut et dans des conditions qu'il peut accepter ou refuser. Ces libertés n'existent pas dans les sociétés traditionnelles où celui qui commerce n'est pas libre d'imposer ses propres règles tant qu'il reste, au moment de l'échange, membre de son groupe. Alors que dans les systèmes d'échange fondés sur le don et le contre-don l'engagement des protagonistes ne prend jamais fin, dans une économie monétaire moderne, un échange est épuisé quand l'acheteur a payé et le vendeur fourni le bien ou service demandé. La contribution remarquable de Simmel à une pensée sociologique de l'argent tient à ce souci de caractériser les effets sociaux d'ampleur de la monétarisation avant de leur donner éventuellement une évaluation morale. Il ne s'agit pas de déplorer une nouvelle aliénation que créerait tout uniment l'argent mais de regarder comment ce dernier déplace les mécanismes de l'aliénation ou de la domination. Si l'argent libère certes des relations oppressantes des petites communautés, il rend chacun dépendant du tout de la

société dont il dépend désormais pour se nourrir, se loger, se vêtir, et c'est pour cette raison que le désir d'argent constitue une orientation fondamentale de l'individu contemporain. Outre Parsons déjà cité, cette constatation initiale continue de nourrir la réflexion sociologique : qu'une autrice comme Zelizer lui apporte des nuances, voire lui oppose de franches objections, en signalant que même homogène et transférable, l'argent reste inscrit dans des temps, des lieux et des relations sociales et que les acteurs se l'approprient et le délimitent, selon des frontières sociales et culturelles ; ou qu'un sociologue du contemporain comme Hartmund Rosa pose à nouveau la question de l'accès au monde permis par l'argent (Rosa, 2020).

Deuxième champ de recherche ouvert, de façon plus implicite, par Simmel : si l'argent est devenu si central, et s'il transforme les relations sociales, sa circulation suppose elle-même une organisation sociale complexe qui entretienne et garantisse la confiance de ceux qui l'utilisent. Si l'argent s'est débarrassé de ses qualités concrètes, il faut que chacun accepte désormais d'échanger des biens et services, ou son temps de travail, contre de l'argent que s'il est persuadé que l'argent refusera accepté par le reste des membres de la communauté à laquelle il appartient. C'est en d'autres termes poser la question de l'argent comme institution sociale. Ici, la pensée sociologique de l'argent reste toujours menacée par l'appropriation économiste de cet objet, appropriation dont la réussite se mesure à la prégnance du schème de la fonctionnalité de l'argent – et en particulier des fonctions principales qui lui ont été reconnues : mesure de la valeur, instrument d'échange, réserve de valeur – et du schème sous-jacent d'une substitution de l'argent à des échanges archaïques fondés sur le troc. De longue date, comme on le lit chez Simiand, la sociologie conteste cette vision limitée de l'argent défini uniquement par ses fonctions et s'élève contre le mythe de la succession troc-monnaie.

Simiand constate que ce sont les qualités symboliques propres à certains objets, comme les ornements ou les parures, qui les rendent aptes à être utilisés comme monnaie, et non leurs propriétés matérielles (leur maniabilité, par exemple). Si l'on choisit les objets en fonction de leurs qualités non pas seulement pratiques mais sociales, la monnaie peut alors être qualifiée de « réalité sociale » et ses usages sont incompréhensibles si l'on ne tient pas compte de la culture et des relations sociales dans lesquelles elle circule. On peut en tirer comme conséquence épistémologique qu'il ne faut pas séparer la monnaie des ensembles sociaux auxquels elle appartient et qu'il est indispensable de s'intéresser à ses représentations intellectuelles et affectives dans les groupes sociaux. On retrouve ici le travail fondateur de Weber déjà évoqué sur le poids social des discours moraux sur l'argent. Avec une conclusion que l'on pourrait tirer dans les termes suivants : à chaque époque, dans chaque société, il existe des frontières entre les usages justes et injustes de l'argent, entre les façons légitimes ou non d'en gagner et entre les biens qui peuvent faire l'objet d'un commerce monétaire ou doivent absolument y échapper. Ces frontières sont fixées par les systèmes philosophiques, moraux, politiques, religieux et idéologiques. De plus, ces frontières ne s'effacent pas l'une après l'autre mais tendent à se superposer en se succédant. La conséquence méthodologique qui doit être tirée de ce constat est que l'enquête

sur l'argent doit intégrer cette normativité des usages de l'argent et doit s'intéresser à ses effets pratiques : si les effets de l'interdit du prêt à intérêt ont nourri de nombreux travaux chez les historiens jusqu'aux contemporanéistes (il continue de se présenter concrètement comme un frein au développement de systèmes bancaires en milieu catholique jusqu'au dix-neuvième siècle) il justifie aujourd'hui la constitution d'une finance islamique qui repose notamment sur un modèle d'intermédiation bancaire à taux zéro.

L'argent figure donc au cœur de l'interrogation sociologique depuis sa fondation. Loin de se cantonner au rôle de facilitateur des transactions, il dispose de la capacité à affecter la configuration des liens sociaux et apparaît constitutif de la modernité. Son statut de condition nécessaire de la vie des individus contemporains interroge aussi bien les conditions générales de sa circulation que ses effets relationnels que les cadres normatifs de son usage. Ces interrogations fondamentales n'ont pas cependant suffi à fonder un champ de recherche bien délimité avant le vingt-et-unième siècle. Il n'est pas exagéré de parler d'une certaine marginalisation de l'objet argent au long du vingtième siècle : l'affirmation, l'autonomisation et l'importance de la science économique, l'hégémonie croissante en son sein du monétarisme, ont pu faire oublier les fondements sociaux de l'argent tel que les avait posé Simiand. Un autre élément d'explication tient au niveau élevé de généralités où l'argent est souvent resté placé dans les réflexions sociologiques et à un déficit d'enquêtes empiriques, à l'exception notable des travaux de Viviana Zelizer. C'est en regard de ces constats qu'on peut maintenant tenter de saisir le profond renouvellement de la sociologie de l'argent au cours des vingt dernières années.

Les raisons d'un renouvellement et d'une affirmation

Le renouvellement des recherches sociologiques sur l'argent a été suffisamment importante au cours des quinze dernières années pour que la version 2021 d'un ouvrage sur la *Sociologie de l'argent* paru en 2007 nécessite une réécriture en profondeur et intègre une bibliographie considérablement étoffée. Ce regain d'intérêt naît de la conjonction de trois causes : la crise des subprimes, plus grande crise financière depuis celle de 1929 et première crise financière de la mondialisation qui a obligé à intensifier les recherches préexistantes sur la financiarisation induite par les politiques publiques néolibérales mises en place à travers le monde depuis le début des années 1980 ; la réévaluation de la dimension monétaire des inégalités ; et enfin la prise en compte par la sociologie de l'argent de questions qui traversent les sciences sociales comme celle du genre ou des inégalités raciales. Il est à noter enfin que ces investigations nouvelles s'inscrivent elles-mêmes dans le cadre d'une reconnaissance croissante et d'une institutionnalisation de la sociologie économique.

Les raisons et les motifs que nous venons d'évoquer peuvent bien s'être étroitement liés. Il en est ainsi de la crise des *subprimes* de 2008. Cet événement a suscité de puissantes interrogations publiques, sur les inégalités monétaires, sur le pouvoir d'achat, sur la dette et

le crédit, sur la légitimité des super-riches ou sur les effets sociaux de la fiscalité, légitimant ainsi les recherches empiriques sur ces questions. De même que, dix ans plus tard, le mouvement des Gilets jaunes, à partir de la question du pouvoir d'achat, a incarné de nombreuses dynamiques mises au jour par les chercheurs et chercheuses en sciences sociales travaillant la question des inégalités économiques et monétaires. Évoquer une base monétaire des inégalités peut sembler évident. Dès lors que l'argent est devenu le moyen nécessaire à l'acquisition des marchandises utiles à la vie dans les sociétés contemporaines, il était en mesure de redéfinir la hiérarchie des rapports sociaux.

Or dans le cas de la France, la sociologie de l'après-guerre s'est essentiellement intéressée aux capitaux sociaux, culturels et symboliques : la mise en lumière de ces derniers a en effet ouvert la voie à une compréhension très fine des logiques de reproduction sociale, par les diplômes par exemple, et des différentes formes de domination. Mais cette focalisation a pu conduire à sous-estimer en retour le rôle du capital économique dans cette hiérarchisation de la société. Cette sociologie a ainsi porté assez peu d'intérêt au patrimoine économique, considérant que les capitaux importants et producteurs d'inégalités étaient avant tout culturels et sociaux. Lorsque Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron parlent des héritiers, ils désignent les héritiers du patrimoine culturel (Bourdieu et Passeron, 1964). La noblesse est pour Bourdieu « d'Etat », elle se transmet de père en fils par les diplômes et les liens sociaux (Bourdieu, 1989). Lorsque Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot s'intéressent à la grande bourgeoisie, ils balayent rapidement l'explication qu'ils jugent simpliste d'une domination sociale liée à l'argent (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016). La puissance sociale de ce groupe émane à leurs yeux de son capital social, culturel et symbolique. Il n'est pas exagéré d'affirmer que le pouvoir social de l'argent a été occulté dans la sociologie de la seconde moitié du 20^e siècle.

Cependant, la mise en lumière des inégalités monétaires massives et de leur croissance régulière depuis les années 1980 par des travaux d'économie, de sociologie ou ceux d'ONG a donné une légitimité à ces questions longtemps négligées et le rôle du capital économique dans la société est désormais étudié en tant que tel. Les inégalités économiques brutes sont revenues à l'ordre du jour et n'apparaissent plus comme trop évidentes ou vulgaires pour mériter l'attention comme le prouve le succès du livre de Thomas Piketty, *Le Capital au 21^e siècle* (Piketty, 2013). Depuis le début des années 2000, plusieurs recherches montrent la recomposition des inégalités économiques, de revenus comme de patrimoines. Celle-ci est largement liée à la financiarisation de l'économie qui a dualisé le salariat : précarisation d'une partie du marché du travail et envol des hauts salaires, accompagnée de transformations fiscales bénéficiant aux très hauts patrimoines. Parallèlement les protections apportées par l'Etat-providence se sont effritées. L'accès à l'éducation, à la santé et plus largement à la qualité des services publics dépend de façon croissante de l'argent que l'on possède. Tous les pays, avec des nuances bien sûr ont connu ces évolutions et il n'est plus possible pour la sociologie française, comme elle l'a longtemps fait, de renvoyer l'intérêt pour l'argent dans la stratification sociale au monde anglo-américain. Classiquement, les manuels de sociologie en France expliquent que l'approche par strate de revenu est une approche qui ne tient pas compte des rapports de force sociaux,

quand l'approche par classe sociale intègre les antagonismes, ce qui la rend plus correcte. Or l'approche par classes sociales fait du revenu une donnée parmi d'autres, voire ne tient pas compte de celui-ci dans ses analyses. Depuis une dizaine d'années toutefois, il apparaît de plus en plus que la quantité d'argent possédée, revenu ou patrimoine, a des effets sociaux propres, et qu'il est certainement possible de combiner les deux aspects : niveau de possession monétaire et appartenance de classe.

La thématique de la financiarisation prolonge la question soulevée autrefois par Simmel de la monétisation. La financiarisation désigne tout à la fois la nécessité de la médiation d'institutions financières pour héberger l'argent du quotidien et l'incursion de logiques importées du monde de la finance, incluant les marchés, vers de nombreuses sphères du monde social. On peut ainsi parler d'une financiarisation du monde de l'entreprise. Le phénomène pointe dans ce cas vers la part croissante du profit issue de l'activité financière des firmes : même des entreprises industrielles traditionnelles, comme les firmes automobiles, tirent aujourd'hui leurs profits non de leur production mais de leur activité financière (Krippner, 2011). La financiarisation des entreprises vise d'autre part les conséquences du développement dans les entreprises de la « shareholder value » ou théorie de la valeur actionnariale. Cette innovation a en effet transformé les firmes : elles ont dû se plier à des formes de comptabilité et de mise en forme de leurs résultats pour agréer les standards internationaux et être valorisées sur les marchés financiers, transformant de ce fait leurs mesures de performance (Fligstein et Shin, 2007).

La financiarisation concerne aussi les individus et les ménages et a donné lieu à une multitude de travaux depuis une vingtaine d'années. Des chercheurs britanniques en sciences sociales parlent de la constitution d'un « sujet financier » (*financial subject*) pour désigner la transformation de la subjectivité des individus devenus « entrepreneurs d'eux-mêmes » et obligés de calculer toutes leurs décisions à l'aune des questions financières (Langley, 2008). C'est évident dans des pays organisant les retraites par capitalisation, où la préparation de sa retraite représente un enjeu majeur pour les individus tout comme le financement des études des enfants, quand elles coûtent des dizaines de milliers de dollars par an et engendrent des dettes de longue durée. Michel Feher a ainsi forgé le terme « d'investis » pour exprimer que nous sommes tous devenus des sujets cherchant à se faire apprécier, dans notre vie sociale comme pour nos avoir financiers (Feher, 2007).

La financiarisation de l'économie devient un sujet majeur des sciences sociales contemporaines et il est impossible de s'intéresser aujourd'hui aux usages de l'argent sans tenir compte de ce qui se passe sur les marchés financiers et dans les banques. Dans la mesure où les usages que les individus et les sociétés font de l'argent sont profondément liés aux possibilités matérielles à leur disposition, on ne peut ignorer que ces dernières sont de plus en plus étroitement configurées par le monde de la finance. La crise des *subprimes* a plus que tout autre événement mis en lumière l'importance du crédit et de la finance pour les ménages comme pour l'économie mondiale. Elle a montré comment l'afflux de crédits

vers les ménages aux États-Unis pouvait s'expliquer non seulement par la politique monétaire de la Fed mais aussi par l'encouragement provoquée par l'invention de nouveaux outils financiers comme les CDO, par lesquels chaque prêt signé, y compris auprès d'emprunteurs économiquement vulnérables, se transforme en occasion de profit pour les grandes banques d'affaires mondiale. Réciproquement, cette crise a montré comment un prêt immobilier signé dans l'Arkansas pouvait affecter les comptes d'une banque européenne, voire contribuer à dégrader les comptes publics et in fine la souveraineté d'un État de l'UE. On peut enfin s'intéresser aujourd'hui à la financiarisation de la vie sociale à travers les nombreuses protestations quelle fait naître. Il en est ainsi des mouvements sociaux visant à dénoncer les effets délétères pour la vie des personnes des prêts étudiants qui sont devenus une nécessité dans nos nombreux pays, aux États-Unis, au Canada, au Chili etc ; ces mouvements accompagnent une politisation plus générale de la question financière : la volonté d'encadrer la finance s'est largement publicisée depuis la crise de 2008 et cible tout autant les crédits prédateurs, le financement d'industries polluantes ou l'évasion fiscale à travers des mouvements non violents mais aussi l'usage de l'information par le biais des lanceurs d'alerte, la mise en accusation publique des banques qui financent des activités nocives ou l'action collective d'endettés¹.

Les questions du genre irriguent et invitent à repenser toutes les questions abordées par les sciences sociales : l'argent n'y échappe pas. Dans l'ouvrage, nous abordons ces enjeux d'abord avec la question de l'argent en famille. En effet, si les sociologues de l'argent montrent d'un côté qu'ils sont légitimes à s'occuper de questions plus souvent traitées par les économistes, de l'autre, il leur faut prouver que des questions qui semblent « non économiques » sont traversées d'enjeu monétaire. Ici, les travaux de Viviana Zelizer nous guident. D'abord, la sociologue américaine a fait la genèse de la séparation entre sphère économique et sphère domestique au cours du 19^e siècle, qui a conduit à ce que les sociétés considèrent qu'il s'agit de « sphères séparées » et plus encore, de « mondes hostiles » qui se doivent d'être étanches sous peine d'être mutuellement dégradés. Paradoxalement, c'est au moment de la monétarisation, alors que l'argent n'avait jamais été si présent dans les espaces intimes, que l'idée de la séparation de l'argent et de la famille s'est imposée. C'est pour cela que les sociologues de la famille parlaient rarement d'argent. Toutefois, le rôle de l'argent en famille est de plus en plus étudié, d'une part dans le sillon des travaux sur la financiarisation de la vie quotidienne et de l'ethnographie économique, d'autre part du fait d'approche sociologiques et économiques des questions de genre. Il s'agit de regarder comment se font les échanges d'argent des parents envers les enfants, comment s'organisent les successions ou comment les couples partagent leur argent, et surtout la façon dont ces pratiques découlent des inégalités monétaires issues des rapports de genre qui structurent nos sociétés.

¹ Le numéro 97 de la revue *Mouvements*, « réinventer la lutte contre la finance », paru en 2019, donne un excellent aperçu des effets de la financiarisation sur la vie des personnes et de la façon dont ces enjeux sont politisés de façon croissante et donnent lieu à des luttes sociales.

Conclusion

Les enjeux sous-jacents à la sociologie de l'argent figurent désormais au cœur des débats politiques. Cette politisation et ce débat public légitiment en retour l'affirmation scientifique de l'argent comme objet essentiel d'investigation en sciences sociales. Pourtant, cette investigation n'est pas neuve. Proposer une synthèse des travaux sur la sociologie de l'argent vise tout autant à faire connaître les apports anciens de la sociologie sur ce sujet majeur, qu'à montrer toutes les pistes empruntées aujourd'hui. Au terme de ce parcours, la sociologie de l'argent apparaît moins comme un champ réservé à l'étude d'un objet, qu'une invitation aux chercheuses et chercheurs quel que soit le domaine dans lequel ils travaillent, à intégrer la dimension monétaire à leurs interrogations.

Bibliographie

BOURDIEU P., 1989, *La noblesse d'état: grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éd. de Minuit (Le sens commun), 568 p.

BOURDIEU P., PASSERON J.-C., 1964, *Les Héritiers*, Paris, Les Editions de minuit.

FEHER M., 2007, *Le temps des investis*, Paris, La Découverte.

FLIGSTEIN N., SHIN T., 2007, « Shareholder Value and the Transformation of the U.S. Economy, 1984–20001 », *Sociological Forum*, 22, 4, p. 399-424.

KRIPPNER G.R., 2011, *Capitalizing on Crisis*, Harvard University Press, 241 p.

LANGLEY P., 2008, *The everyday life of global finance: Saving and borrowing in Anglo-America*, Oxford, Oxford University Press.

MARX K. [1867/1993], *Le Capital. Livre I. Sections I à IV*, Flammarion, coll. « Champs », Paris.

NISBET R.A., 2012, *La tradition sociologique*, Presses universitaires de France, 409 p.

PARSONS, T. [1967], « On the Concept of Influence » in Parsons, *Sociological Theory and Modern Society*, Free Press, New York, p. 355-362.

PIKETTY T., 2013, *Le Capital au XXIe siècle*, Paris, Le Seuil.

PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2016, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte.

ROSA H., 2020, « Grand résumé de Résonance : une sociologie de la relation au monde, Paris, Éditions La Découverte, 2018. Suivi d'une discussion par Vincent Simoulin et par Olivier Voirol », *SociologieS*.

SIMIAND F. [1934], "La Monnaie réalité sociale", *Annales sociologiques*, série D., p. 1-58.

SIMMEL G., 2014, *Philosophie de l'argent*, Presses Universitaires de France - PUF, 662 p.

WEBER M. [1906/2004], *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Gallimard, coll. Tel, Paris.

ZELIZER V., 1994, *The social meaning of money: Pin money, paychecks, poor relief, and other currencies*, Princeton, NJ, Princeton University Press.